Elections en RD Congo : polémique sur la transparence du vote

@rib News, 30/11/2011 â€“ Source AFPLe dÃ©compte des voix du double scrutin prÃ©sidentiel et lÃ©gislatif de lundi se poursuivait mercredi en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo oÃ¹ les missions d'observations internationales commenÃ§aient Ã livrer leurs premiÃ¨res et trÃ¨s prudentes conclusions provisoires.Alors que la polÃ©mique sur la transparence du vote de lundi n'est pas Ã©teinte, loin de lÃ , faisant craindre de possibles dÃ©rapages et des violences lors de l'annonce des rÃ©sultats, au plus tard le 6 dÃ©cembre pour la prÃ©sidentielle et le 13 janvier pour les lÃ©gislatives, les appels au calme se multiplient.
L'Union africaine (UA) et d'autres missions africaines d'observation ont ainsi demandÃ© mercredi aux acteurs politiques de "respecter le rÃ©sultat des Ã©lections".Lors d'une confÃ©rence de presse conjointe Ã Kinshasa, elles les ont adjurÃ© de "continuer Ã faire preuve d'une grande retenue et d'esprit de responsabilitÃ© en acceptant le rÃ©sultat des Ã©lections et en cas de contestation de recourir aux procÃ©dures et mÃ©canismes prÃ©vus Ã cet effet".L'UA, mais aussi la SADC (CommunautÃ© de dÃ©veloppement d'Afrique australe), la COMESA (MarchÃ© commun de l'Afrique orientale et australe), la CEEAC (CommunautÃ© Ã©conomique des Etats de l'Afrique centrale) ont globalement estimÃ© que ces Ã©lections s'Ã©taient bien dÃ©roulÃ©es malgrÃ© des "difficultÃ©s techniques et logistiques" et des "actes de violence isolÃ©s".Au nom de l'Union europÃ©enne, la Haute ReprÃ©sentante pour les affaires Ã©trangÃ¨res Catherine Ashton a appelÃ© elle aussi au "calme et Ã l'apaisement pendant le dÃ©pouillement, la compilation et l'annonce des rÃ©sultats".En cas de contestation de ces derniers, Mme Ashton a appelÃ© les forces politiques Ã "introduire toute contestation Ã©ventuelle par la seule voie lÃ©gale ou juridique".La premiÃ¨re Ã©valuation de la mission d'observation de l'UE avait Ã©tÃ© annoncÃ©e pour mercredi mais a Ã©tÃ© reportÃ©e Ã jeudi.MÃªme prudence du cÃ´tÃ© de la mission du Centre Carter. "Nous avons relevÃ© des incidents dans beaucoup de bureaux de vote. C'est une Ã©lection trÃ¨s complexe et difficile, nous rÃ©servons donc notre jugement. La prochaine Ã©tape importante est la compilation, la saisie et l'annonce des rÃ©sultats", a annoncÃ© mercredi John Stremlau, qui codirige la mission avec l'ancien prÃ©sident zambien Rupiah Banda.Il dit "espÃ©rer que les rÃ©sultats (...) seront acceptÃ©s par le peuple et les candidats eux-mÃªmes".La France a en revanche fait preuve mardi d'une certaine fermetÃ© en condamnant "les incidents trÃ¨s graves et trÃ¨s nombreux" le jour du scrutin. "Tout cela ne va pas dans le bon sens", a Ã©tÃ© jusqu'Ã dÃ©clarer le porte-parole du ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res.ParallÃ¨lement, le parti d'Etienne Tshisekedi principal rival du chef d'Etat sortant Joseph Kabila Ã la prÃ©sidentielle, a dÃ©noncÃ© des "fraudes", sans toutefois demander l'annulation du scrutin, comme l'ont fait quatre autres candidats mardi.L'Union pour la dÃ©mocratie et le progrÃ¨s social (UDPS) "dÃ©nonce les fraudes et les violences qui ont Ã©maillÃ© le processus ces trois derniers jours, entre autres les interventions musclÃ©es des militaires dans les bureaux de vote au vu et au su des observateurs internationaux et nationaux", Ã©crit son secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral Jacquemin Shabani dans un communiquÃ©.Mardi, quatre candidats Ã la prÃ©sidence, dont les opposants LÃ©on Kengo et Vital Kamerhe, avaient demandÃ© l'annulation des Ã©lections en dÃ©nonÃ§ant notamment des "irrÃ©gularitÃ©s" ou des "fraudes" lors du vote.Le prÃ©sident de la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CÃ©ni), le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, avait rÃ©pliquÃ© qu'il "n'y a rien pour annuler ces Ã©lections, vraiment rien, on n'y pense mÃªme pas!".